

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 6 AVRIL 1910.

Proposition de loi sur la faillite des non-commerçants.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

A l'article « Déconfiture », après avoir étudié la législation concernant la faillite commerciale et la déconfiture civile comparées, les *Pandectes* concluent ainsi (N° 250) : « La loi n'a donc décrété contre l'insolvabilité des débiteurs civils aucune mesure préventive ni répressive. L'insolvabilité des non-commerçants n'entraîne des conséquences juridiques que du jour où elle est un fait accompli. Aucune pénalité ni nullité ne sont édictées contre les actes du débiteur qui pourraient préjudicier à ses créanciers. La loi ne régit pas même l'administration des biens de la personne tombée en déconfiture. Cette différence entre les régimes applicables aux débiteurs ordinaires et aux débiteurs commerçants se justifie-t-elle ? Cette grave question est ouverte en Belgique et semble réclamer une prochaine solution. »

Cette appréciation date de 1888. La « prochaine solution » est toujours attendue.

Cependant, les réclamations du commerce sont de plus en plus vives. De nombreux escrocs, grâce au silence de la loi en cette matière, passent leur existence à tromper leurs fournisseurs et à se faire des rentes à leur détriment.

Plusieurs de nos honorables collègues ont récemment déposé une excellente proposition de loi destinée à provoquer au paiement comptant ou à court terme. Son vote rendra, espérons-le, grand service au commerce, mais ne remédiera qu'à une faible partie des maux dont celui-ci se plaint.

Les débiteurs honnêtes mais négligents, qui ajournent facilement à un ou deux ans le paiement de leurs notes, verront celles-ci majorées d'office d'un intérêt qui compensera — partiellement du moins — la perte subie par le commerçant dont les capitaux sont immobilisés.

Mais cela ne gênera en rien les débiteurs malhonnêtes, qui ne paieront ni capital ni intérêts et qui se rient des poursuites que pourrait exercer contre eux un créancier. C'est cette catégorie de débiteurs que vise la proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre, Messieurs.

Au point de vue de l'exécution des obligations, notre législation civile et commerciale établit entre les commerçants et les autres citoyens une distinction qui ne se justifie plus dans l'état actuel des mœurs. Cette distinction met les commerçants en état d'infériorité vis-à-vis des débiteurs civils. Les commerçants peuvent être mis en faillite du jour au lendemain quand ils sont en retard de paiement. Contre les non-commerçants, au contraire, un créancier, un fournisseur, un marchand n'a d'autre action que l'exécution judiciaire sur les biens saisissables de son débiteur. Celui-ci, s'il est assez adroit pour cacher son actif, peut narguer le malheureux qui a eu confiance en lui et même l'écraser de son luxe. Il lui suffit de loger dans les meubles d'autrui et de dissimuler l'endroit où il a déposé ses valeurs. Rien de plus facile, et les frais de saisie restent encore à la charge du créancier.

Si celui-ci est un commerçant, il peut arriver — et cela arrive en réalité très souvent — qu'il se voie acculé au dépôt de son bilan ou déclaré en faillite ruiné moralement et matériellement, alors qu'il eût fait face à ses échéances si ses clients avaient payé ce qu'ils lui devaient. Or, la faillite c'est souvent la ruine, la déchéance définitive. C'est la réalisation rapide, à des prix de famine, des marchandises, c'est la perte du crédit et de l'industrie du failli. C'est, enfin, la perte de ses droits politiques. Le failli est ainsi assimilé à ceux qui ont commis des crimes ou tout au moins des délits d'une gravité exceptionnelle.

Cette disposition précise de la loi a été édictée dans l'intérêt de la sécurité des relations commerciales, mais la sécurité des transactions entre commerçants et non-commerçants ou des transactions entre particuliers est aussi nécessaire que celle des relations commerciales. N'est-il pas permis de dire que, si une distinction devait être faite entre les débiteurs commerçants et les autres, les premiers mériteraient souvent plus d'égards que les seconds, d'abord, parce qu'ils appartiennent à la classe des travailleurs et, ensuite, parce que les aléas de leur profession les exposent à des dangers financiers que ne courent point les autres citoyens ?

La faillite elle-même n'aura pas pour les non-commerçants l'effet désastreux qu'elle a généralement pour le commerçant, puisqu'il n'y aura pas à écouler à vil prix des marchandises payées souvent fort cher. Mais l'effet moral sera considérable, et la publication de la faillite permettra aux commerçants de se mettre sur leurs gardes.

Actuellement, l'article 1613 du Code civil permet au commerçant de ne

pas délivrer les marchandises vendues si depuis la vente l'acheteur est tombé en déconfiture, mais pas un seul article des Codes ne définit la déconfiture qui, ainsi, varie suivant l'appréciation ondoyante des juges. Et la connaissance de la déconfiture est des plus difficiles, puisque le déconfit peut poursuivre et réclamer des dommages-intérêts de celui qui aura fait connaître son état.

La différence que la législation met entre les commerçants et les autres citoyens au point de vue de la faillite ne se justifie donc nullement. Elle était jadis compensée par l'exercice de la contrainte par corps qui laissait au créancier un moyen d'obliger à se libérer un débiteur solvable mais de mauvaise foi.

Cette distinction n'existe d'ailleurs pas dans plusieurs pays, notamment en Allemagne et en Angleterre. Il est à considérer, en outre, que, par le fait même que les particuliers pourront être déclarés en faillite, leur signature vaudra davantage auprès des établissements d'escompte. Le crédit est naturellement proportionnel à la responsabilité réelle.

Pour ces motifs, nous avons l'honneur, Messieurs, de vous proposer le vote de notre proposition, modifiant l'article 437 du Code de commerce.

Afin que les exploiters de l'artisan et du commerçant puissent être atteints plus facilement que par une plainte en escroquerie restant souvent sans effet s'il n'y a pas constitution de partie civile, nous donnons au ministère public le droit de requérir lui-même la mise en faillite. Nous espérons diminuer ainsi, par la crainte d'une répression sérieuse, le nombre toujours grandissant des corsaires du commerce et accorder au commerce honnête un appui nouveau.

Actuellement, des employés se trouvant dans une gêne momentanée causée souvent par des frais de maladie sont obligés de recourir à des usuriers réclamant 200 et 300 % d'intérêts. L'adoption de notre proposition permettra la constitution d'organismes qui avanceront de l'argent à un taux modéré.

II. COLFS.

**Proposition de loi sur la faillite
des non-commerçants.**

**Voorstel van wet op het faillissement
van niet-kooplieden.**

ARTICLE UNIQUE.

Tout particulier non-commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé peut être déclaré en faillite sur la demande d'un créancier ou du procureur du Roi.

Le livre III du Code de commerce et la loi du 18 avril 1851 sont applicables à ce particulier, sauf en celles de leurs dispositions qui sont relatives au commerce, aux livres de commerce, à la déclaration de faillite sur aveu et en ce qui concerne la compétence; celle-ci appartiendra aux tribunaux civils.

EENIG ARTIKEL.

Elke niet handeldrijvende bijzondere persoon, die zijne betalingen staakt en wiens krediet is geschokt, kan, op eisch van een schuldeischer of van den procureur des Konings, in staat van faillissement worden verklaard.

Boek III van het Wetboek van koop-handel en de wet van 18 April 1851 zijn van toepassing op dien particulier, behalve de daarin voorkomende bepalingen betreffende den handel, de handelsboeken, de faillietverklaring ten gevolge van aangegeven staking van betaling, en de bevoegdheid. De burgerlijke rechtbanken doen uitspraak in deze zaken.

H. COLS.

A. HENDERICKX.

CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

MAENHAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 APRIL 1910.

Wetsvoorstel op het faillissement van niet-kooplieden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij het woord : « Déconfiture » (n^o 250), besluiten de *Pandectes belges*, na de wetgeving te hebben bestudeerd betreffende het faillissement van den koopman vergeleken bij het kennelijk onvermogen van den niet koopman, aldus :

« De wet nam dus geen voorkomende noch beteugelende maatregelen tegen de onvermogenheid der niet-kooplieden. Het onvermogen tot betaling van een niet-koopman heeft enkel dan rechtsgevolgen, wanneer het een voltrokken feit is. Straf noch nietigheid bedreigt de daden van een schuldenaar waarbij dezès schuldeischers schade zouden kunnen lijden. De wet regelt zelfs het beheer niet van de goederen van den kennelijk onvermogene. Kan het verschil gewettigd worden tusschen de stelsels die van toepassing zijn op de gewone schuldenaars en op de handeldrijvende schuldenaars? Dit zwaarwichtig vraagstuk wordt in België gesteld en schijnt eene spoedige oplossing te vergen. »

Deze opvatting dagteekent van 1888. Op de « spoedige oplossing » wordt nog steeds gewacht.

De handel nochtans houdt niet op met klagen. Talrijke aftroggelaars, gebruik makende van het gebrek aan wetsbepalingen op dit punt, brengen hun leven door met hunne leveranciers te bedriegen en zich ten hunnen koste te verrijken.

Verscheidene onzer geachte medeleden dienden onlangs een uitmuntend wetsvoorstel in, waarbij tot contante of althans spoedige betaling wordt

aangezet. Dit voorstel, tot wet gemaakt, zal, wij hopen het, groote diensten bewijzen aan den handel, doch het zal slechts ten deele het kwaad verhelpen, waarover deze klaagt.

Eerlijke doch nalatige schuldenaars, die al te licht de betaling hunner rekeningen een of twee jaar uitstellen, zullen deze krachtens de wet verhoogd zien met een interest die, gedeeltelijk ten minste, het verlies zal vergoeden, dat de koopman, wiens kapitaal onvruchtbaar blijft liggen, ondergaat.

Doch dit zal de oneerlijke schuldenaars niet in het minst hinderen, die noch kapitaal noch interesten betalen en den spot drijven met de rechtshandelingen, door hunne schuldeischers tegen hen ingesteld. Dit soort schuldenaars bedoelt het voorstel dat wij de eer hebben u, Mijne Heeren, te onderwerpen.

Ten aanzien van het nakomen van de verbintenissen, maken onze burgerlijke wetgeving en onze koophandelswetgeving tusschen de kooplieden en de andere burgers een onderscheid dat met onze huidige zeden niet meer strookt. Dit onderscheid is gansch ten nadeele van de kooplieden tegenover de burgerlijke schuldenaars. Kooplieden kunnen op staanden voet worden failliet verklaard wanneer zij niet tijdig betalen. Op niet-kooplieden, daarentegen, heeft een schuldenaar, een leverancier, een koopman geen ander verhaal dan den verkoop bij rechtsdwang van hun inboedel. Zoo de schuldenaar behendig genoeg is om zijn actief te verbergen, dan kan hij den ongelukkige uittlachen, die vertrouwen in hem heeft gehad, en hem zelfs verpletteren met zijn praalvertoon. Hij behoeft slechts meubelen te huren en de plaats geheim te houden waar hij zijne waarden bewaart. Niets is gemakkelijker, en dan blijven de kosten der beslaglegging nog ten laste van den schuldeischer.

Zoo deze koopman is, kan het gebeuren — en werkelijk gebeurt het vaak — dat hij zich verplicht gevoelt zijne balans over te leggen, of dat hij failliet verklaard wordt, en zedelijk en stoffelijk ten onder gaat, wanneer hij nochtans op den vervaldag had kunnen betalen, indien zijne klanten hem hadden betaald wat zij hem schuldig waren. Het faillissement echter is dikwijls de ondergang, de onherstelbare val van den in failliet verklaarde. Tegen een spotprijs worden aldra zijne waren verkocht, en hij is zijn krediet en zijne zaak kwijt. Hij verliest, ten slotte, ook zijne politieke rechten. De gefailleerde wordt aldus gelijkgesteld met de plegers van misdaden of althans van hoogst zwaarwichtige wanbedrijven.

Deze nauwgezette wetsbepaling werd ingevoerd ten behoeve van de veiligheid der handelsbetrekkingen, doch de veiligheid der handelingen tusschen kooplieden en niet-kooplieden, of der onderlinge handelingen van particulieren, is even noodig als de veiligheid der handelsbetrekkingen. Is het niet geoorloofd te zeggen dat, zoo een onderscheid moest worden gemaakt tusschen de schuldenaars-kooplieden en de anderen, de eersten dikwijls meer verdienen ontzien te worden dan de laatsten, ten eerste, omdat zij tot de klasse der werkers behooren, en ten tweede, omdat de

wisselvalligheid van hun bedrijf hen blootstelt aan financieele gevaren die andere burgers niet loopen?

Het faillissement zelf zal voor niet-kooplieden de rampspoedige gevolgen niet hebben, die het over 't algemeen voor kooplieden heeft, omdat hier geen duurgekochte waren tegen spotprijs zullen worden verkocht. Doch de zedelijke indruk zal groot zijn, en door de bekendmaking van het faillissement zullen de kooplieden op hunne hoede kunnen zijn.

Thans veroorlooft artikel 1613 van het Burgerlijk Wetboek den koopman, de verkochte waren niet af te leveren, indien, sedert den verkoop, de koper kennelijk onvermogen werd; doch geen enkel artikel onzer wetboeken zegt wat kennelijk onvermogen is, zoodat dit overgelaten wordt aan het oordeel der rechters. En moeilijk is het, het onvermogen vast te stellen, want de onvermogenende heeft verhaal op, en kan schadevergoeding eischen van hem die zijnen staat bekend maakt.

Het onderscheid, dat de wetgeving maakt tusschen de kooplieden en de andere burgers ten aanzien van het faillissement, is dus van allen grond ontbloomt. Eertijds vond men vergoeding in lijfswang, waardoor de schuldeischer nog gelegenheid had zijnen vermogenden, doch oneerlijken schuldenaar tot betaling te dwingen.

Dit onderscheid bestaat overigens niet in vele landen, namelijk in Duitschland noch in Engeland. Bovendien valt aan te merken dat, wanneer particulieren failliet verklaard kunnen worden, hunne handteekening meer waarde zal krijgen in de discountbanken. Het krediet is natuurlijk in verhouding tot de werkelijke verantwoordelijkheid.

Om deze redenen hebben wij de eer, Mijne Heeren, te verzoeken ons voorstel goed te keuren, waarbij artikel 437 van het Wetboek van Koophandel wordt gewijzigd.

Ten einde de uitbuiters van ambachtslieden en kooplieden gemakkelijker te treffen dan door eene aanklacht wegens astroggelarij, die dikwijls zonder gevolg blijft, zoo de klager zich niet als burgerlijke partij aanstelt, geven wij het openbaar ministerie het recht de faillietverklaring ambtelijk te vorderen. Wij hopen aldus door de vrees eener strenge betuiging het steeds aangroeiend getal handelschuijmers te verminderen en den eerlijken handel een nieuwen steun te verschaffen.

Tegenwoordig zijn bedienden, die zich tijdelijk in geldverlegenheid bevinden meestal ten gevolge van kosten van ziekte, verplicht hun toevlucht te nemen tot woekeraars die 200 en 300 percent interest vragen. De aanneming van ons voorstel zal toelaten, inrichtingen tot stand te brengen die geld leenen tegen gematigden interest.

H. COLFS.

**Proposition de loi sur la faillite
des non-commerçants.**

**Voorstel van wet op het faillissement
van niet-kooplieden.**

ARTICLE UNIQUE.

Tout particulier non-commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé peut être déclaré en faillite sur la demande d'un créancier ou du procureur du Roi.

Le livre III du Code de commerce et la loi du 18 avril 1854 sont applicables à ce particulier, sauf en celles de leurs dispositions qui sont relatives au commerce, aux livres de commerce, à la déclaration de faillite sur avenu et en ce qui concerne la compétence; celle-ci appartiendra aux tribunaux civils.

EENIG ARTIKEL.

Elke niet handeldrijvende bijzondere persoon, die zijne betalingen staakt en wiens krediet is geschokt, kan, op eisch van een schuldeischer of van den procureur des Konings, in staat van faillissement worden verklaard.

Boek III van het Wetboek van koop-handel en de wet van 18 April 1854 zijn van toepassing op dien particulier, behalve de daarin voorkomende bepalingen betreffende den handel, de handelsboeken, de faillietverklaring ten gevolge van aangegeven staking van betaling, en de bevoegdheid. De burgerlijke rechtbanken doen uitspraak in deze zaken.

H. COLFS.

A. HENDERICKX.

CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

MAENHAUT.

